C'est avec enthousiasme que j'appuie le projet de loi dont nous sommes saisis et que j'invite la Chambre à en saisir un comité, de façon que nous puissions l'adopter et lui donner force de loi.

L'hon. Warren Allmand (Notre-Dame-de-Grâce—Lachine-Est): Monsieur le Président, ce projet de loi sur les services de garde d'enfants au Canada et le programme pertinent que proposent le gouvernement conservateur actuel ne donnera pas aux petits Canadiens accès à des services de garderie de qualité. Le premier ministre (M. Mulroney) et le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social (M. Epp) ont prononcé d'excellents discours et exagéré les bienfaits de ce projet de loi. Cependant, dans l'ensemble ce n'étaient que de beaux discours qui ne visaient qu'à leurrer les Canadiens.

Ce projet de loi va certes améliorer légèrement la situation au Canada pour ce qui est des garderies, mais dans l'ensemble, la politique est mal conçue et le programme est insuffisant. Ce projet de loi n'atteindra pas l'objectif escompté.

Peut-être la Chambre souhaite-t-elle savoir pourquoi il ne l'atteindra pas. En somme, c'est parce qu'il ne permettra de créer que 200 000 nouvelles places de garderies subventionnées sur une période de sept ans. Mais c'est de 2 millions de places dont le Canada a besoin. En effet, il y a à l'heure actuelle au Canada plus de deux millions de Canadiennes qui font partie de la population active et dont les enfants ont moins de 16 ans. Près de la moitié sont des mères d'enfants d'âge préscolaire qui ont besoin pendant toute la journée de services de garderie. Voilà pourquoi tant d'associations et de groupes qui s'occupent de garderies ont trouvé à redire à ce programme. Voici plusieurs cables et plusieurs lettres de groupes qui s'occupent de garderies partout au Canada: ils sont contre ce projet de loi. Au demeurant, nous avons entendu plusieurs députés présenter des pétitions, il y a à peine 30 minutes, nous demandant de ne pas l'adopter.

● (1550)

Le gouvernement consacrera 6,4 milliards de dollars au programme de garderies sur une période de sept ans, mais 2,3 milliards seront dépensés sous forme d'allègements fiscaux et ne serviront donc pas à augmenter le nombre de places dont nous avons un si pressant besoin. Environ 240 000 places sont subventionnées actuellement au Canada. Le projet de loi sur les garderies en créerait 200 000 autres en sept ans, mais c'est deux millions de places qu'il nous faudrait. Plus sérieusement, rappelons que les 2,3 milliards de dollars en allègements fiscaux profiteront plus aux mères riches qu'aux femmes pauvres. Par conséquent, on ne fait toujours rien pour combler les besoins les plus criants. Actuellement les garderies sont subventionnées dans le cadre du Régime d'assistance publique du Canada. Ce n'est pas l'idéal, mais ces subventions favorisent aux moins les plus démunis. Ce sont les mères et les familles les plus nécessiteuses qui en profitent, mais le nouveau programme ne nous assure rien de tel.

Le premier ministre et ses ministres font tout un plat de ce programme qu'il qualifie d'amélioration notoire parce qu'il permettra de débloquer 6,4 milliards de dollars en sept ans. Cela semble beaucoup, de prime abord, mais ce n'est pas grand-chose quand on songe que le gouvernement dépensera plus de 8 milliards de dollars pour acheter 10 sous-marins nucléaires. Cela nous donne une idée de son ordre des priorités:

Services de garde d'enfants—Loi

plus de 8 milliards pour 10 sous-marins nucléaires et rien que 6,4 milliards sur sept ans pour faire garder les enfants. C'est loin de suffire. Cette somme ne représentera que 200 000 nouvelles places. On aurait cru qu'un gouvernement qui se targue de favoriser les garderies aurait fait davantage.

Le gouvernement Trudeau, sous la direction de Katie Cooke, avait institué un groupe d'étude sur les garderies au cours de la dernière législature. Ce groupe d'étude a présenté au nouveau gouvernement conservateur, en 1986, un rapport où il lui recommandait de mettre sur pied un régime national de garderies publiques entièrement financées par le fédéral et les provinces, sur le modèle du régime des soins médicaux et du système d'éducation actuels. Je demande aux députés et au public d'envisager sérieusement une telle mesure.

Nous avons au Canada un système d'enseignement public qui remonte au début des années 20 et même plus loin dans certaines provinces. Il fut un temps, j'imagine avant la Première guerre mondiale, que l'éducation était du domaine privé. Le gens devaient payer pour se faire instruire. Cependant, les Canadiens ont décidé qu'un système d'éducation universel public était de rigueur et maintenant tous les enfants de cinq ans et plus fréquentent les écoles publiques gratuitement, des écoles entièrement subventionnées par le Trésor public. Jamais il nous ne viendrait à l'esprit de nous débarrasser de ce système. Je demande donc aux Canadiens et aux députés d'envisager les garderies dans la même perspective. Ce que nous pouvons faire, c'est partir de ce principe et créer des établissements pour les enfants de moins de cinq ans qui ne vont pas encore à l'école. Nous aurons des établissements pour accueillir ces enfants et du personnel pour en prendre soin pendant que leurs parents travaillent, parce que la plupart d'entre eux doivent travailler. Ces enfants pourront donc être gardés dans des conditions convenables.

Nous acceptons l'enseignement public pour les jeunes depuis l'âge de cinq ans jusqu'à 20 ans. Je crois que les garderies publiques devraient être le prolongement de ce concept. A cet égard, je suis toujours fâché de voir qu'on condamne ou qu'on démolit des écoles parce qu'on n'en a plus besoin. Il me semble qu'on pourrait transformer ces vieilles écoles en garderies ou en centres communautaires. Je sais que cela se fait à certains endroits, mais je vois encore trop d'écoles condamnées parce que le nombre d'élèves est devenu insuffisant. Évidemment, je voudrais aussi qu'il y ait des garderies dans les églises, les centres commerciaux, et ainsi de suite.

Certains députés conservateurs qui ont pris part à ce débat ont demandé comment les libéraux peuvent critiquer ce programme alors qu'il n'en ont pas fait autant quand ils étaient au pouvoir. En fait, un ou deux députés ont affirmé à tort que nous avons été au pouvoir pendant 20 ans et que nous n'avons rien fait. Lorsque je suis arrivé à la Chambre il y a 23 ans, la garde des enfants ne posait pas de problème. La demande n'était pas aussi forte que dans les années 1980. A la fin des années 1950 et au début des années 1960, les familles étaient plus nombreuses, il y avait moins de mères seules et il y avait moins de mères sur le marché du travail. A cette époque, un pourcentage plus élevé de mères restaient au foyer avec leurs enfants. Cependant, d'importants changements sociaux, démographiques et économiques se sont opérés au cours des années 1970. De plus en plus de femmes sont entrées sur le marché du